



En
accès
libre

LE VIRUS
DE LA RECHERCHE

JÉRÔME BARATIER

**PANDÉMIE, RÉSILIENCE, VILLES :
DEUX OU TROIS CHOSES
QUE NOUS SAVONS D'ELLES**

PUG

La collection « **LE VIRUS DE LA RECHERCHE** » est une initiative des PUG en partenariat avec [The Conversation](#) et l'Université Grenoble Alpes.

Directrice de la publication : Ségolène Marbach

Directeur de la collection : Alain Faure

Cette édition électronique a été réalisée pour les PUG par Catherine Revil, en télétravail, pendant la période de confinement.

ISBN 978-2-7061-4805-7 (*e-book PDF*)

ISBN 978-2-7061-4806-4 (*e-book ePub*)

© PUG, avril 2020

15, rue de l'Abbé-Vincent – F-38600 Fontaine

pug@pug.fr / www.pug.fr

L'OPÉRATION LE VIRUS DE LA RECHERCHE

En réaction à la situation inédite engendrée par le coronavirus, les PUG ont proposé à leurs auteurs et aux chercheurs intéressés d'**ouvrir la réflexion sur les enjeux de la crise du Covid-19 vus par le monde de la recherche, sur la base d'une contribution libre et volontaire.**

Nous avons demandé aux auteurs de questionner les modes de formulation et de diffusion des savoirs car l'urgence nous oblige sur cette voie. Les chercheurs sont des gens passionnés. Leur *virus de la recherche* formate leurs réflexions sur la marche du monde et il nous semble que la crise du Covid-19 favorise aussi un travail d'introspection sur les ressorts sensibles du métier de chercheur – ses tâtonnements, ses doutes, ses énigmes mais aussi ses espoirs.

La collection « Le virus de la recherche », coordonnée par Alain Faure (CNRS, Sciences Po Grenoble, Pacte, UGA), rassemble les meilleurs textes issus de cette initiative dans une série d'e-books courts, en libre accès, en téléchargement sur le site des PUG, dans leur réseau de diffusion, et chez tous les libraires en ligne.

Face à la crise, les PUG choisissent de faire preuve d'esprit coopératif, de réactivité et d'agilité et proposent ainsi à leurs lecteurs de garder les neurones en action dans l'effervescence des réflexions et du débat scientifique.

Bonne lecture à tous!

JÉRÔME BARATIER
(AGENCE D'URBANISME DE TOURS)
EST PROFESSEUR AFFILIÉ
À L'ÉCOLE URBAINE DE SCIENCES PO

Cet article ne dit pas le futur et ne vise pas à dessiner le monde d'après. Il ne se lit pas non plus au passé, à vouloir dresser la liste de ce qui ne devrait plus jamais être comme avant. Il est écrit au présent et s'essaie à discerner ce que le Covid-19 nous dit de nos territoires, de nos actions collectives, de la résilience et de quelques perspectives de l'urbanisme.

Une mise à l'épreuve

À l'origine, urbanisme et santé ont entretenu des liens très étroits, l'approche hygiéniste ayant structuré l'idée même d'un développement urbain planifié. Ce lien, qui s'est depuis fortement distendu, risque de revenir en force tant la ville apparaît à la fois comme le problème et la solution de nombreuses questions de santé publique, Covid-19 compris. Un lien semble de plus en plus sérieusement s'établir entre l'apparition de nouveaux virus et l'atteinte à la biodiversité à laquelle contribue l'urbanisation. Cette causalité actualise la liste des méfaits de l'asservissement de la « nature » et du déni de l'entrelacement du vivant, deux postures « modernes » sous-jacentes à l'urbanisme qu'il conviendrait d'abandonner à l'heure de l'anthropocène.

Si la ville doit participer de la solution de la crise actuelle et de celles qui ne manqueront pas d'advenir, elle doit augmenter sensiblement ses capacités de résilience. Définissons ce terme comme la capacité des systèmes à aborder et à absorber un choc. Précisons qu'il n'y a pas forcément de retour à l'état d'origine une fois le choc passé.

Cet article repose sur l'idée que la pandémie met à l'épreuve nos territoires et active de nouveaux ressorts de résilience. Beaucoup de ces ressorts étaient latents, esquissés ici ou là, mais le plus souvent en gestation. La pandémie agit ici comme un révélateur, au sens photographique du terme, en faisant apparaître des liens, des régulations, des interdépendances et des postures qui étaient

jusqu' alors invisibles. En ce sens, cette crise donne matière à débattre et à engager les inflexions et basculements que nous devons opérer dans la manière de concevoir l'aménagement et l'organisation des territoires. Cette matière est mobilisable pour peu que l'on considère que l'urbanisme doit se montrer à la fois plus protecteur et plus anticipateur dans le monde qui vient.

L'articulation du proche et du lointain

À première vue, la stratégie d'amortissement de la crise sanitaire réside aujourd'hui dans le rétrécissement de l'espace de vie de tout un chacun. Confinement oblige, les mobilités sont empêchées et l'hyper-proximité élevée au rang d'acte citoyen (il serait d'ailleurs intéressant de savoir comment ce périmètre d'un kilomètre autour du domicile a été déterminé). Cette subite conversion aux joies du voisinage recèle de nombreux bienfaits. De nouveaux élans de solidarité et de bienveillance naissent entre des vies jusqu' alors juxtaposées. Les grandes surfaces ancrent davantage leur politique d'achat dans le local. L'agriculture de proximité et sa chaîne logistique sont soutenues par la puissance publique. On peut se féliciter de cette résilience du proche, il faut cependant se garder d'en faire *la* parade aux menaces actuelles et futures. En effet, ériger dans une petite communauté l'autonomie, voire l'autarcie, au rang de solution durable – comme n'hésitent pas à le faire certains collapsologues ou les tenants du discours anti-urbain¹ – reviendrait à occulter une part de la réalité.

« L'autonomie se construit sur la dépendance aux autres ». Par cette phrase, Cynthia Fleury² nous invite à penser aux femmes et aux hommes mobilisés, mais aussi aux réseaux et relations qui traversent notre confinement. Si nous n'y prenons garde, la situation exceptionnelle que nous vivons risque de nous faire céder « à l'idéologie fallacieuse du localisme » justement dénoncée par Jean-Marc Offner³. Car elles sont nombreuses, les connexions qui, aux différentes échelles, augmentent notre résilience territoriale. Les soignants mobilisés pour officier dans les territoires les plus touchés, les médecins cubains au chevet de l'Italie, le milliard de masques commandé à la Chine, les lignes à grande vitesse devenues couloirs sanitaires, les données compilées chaque jour

1. G. Faburel, *Les métropoles barbares : démondialiser la ville désurbaniser la terre*, Le passager clandestin, 2019.

2. C. Fleury, « L'un des enjeux de l'épidémie est de construire un comportement collectif respectueux de l'État de droit » ; *Le Monde* du 26 mars 2020.

3. J.-M. Offner, *Anachronismes urbains*, Les presses de Sciences Po, mars 2020.

par l'université Johns-Hopkins, l'interconnexion des travaux scientifiques à l'échelle internationale⁴, autant de liens et de relations qui activent notre capacité de résistance collective.

L'on voit ainsi que la résilience nécessite l'activation de systèmes territoriaux multi-échelles et l'invention de nouvelles proximités articulant le proche et le lointain. Tâchons de nous en souvenir quand nous retournerons dans nos « périmètres » respectifs pour ne pas nous y confiner à nouveau.

Horizontalité et verticalité

On observe une myriade d'initiatives décentralisées et collaboratives sur lesquelles s'appuie notre résilience globale. Le stock national de masque n'est pas suffisant ? Qu'à cela ne tienne, un patron type est diffusé sur les réseaux sociaux et des milliers de machines à coudre s'engagent spontanément (sans préjuger de l'efficacité du résultat). Il en va de même pour le détournement astucieux de masques de plongée, de la conversion de lignes de production, ou encore de la mobilisation des imprimantes 3D des Fab Labs.

Tous concourent à l'émergence d'une constellation de fabriques du temps de crise. On voit ici se développer un « art de faire » la résilience qui ne repose pas sur des mots d'ordre centralisés mais sur de multiples initiatives proches ou lointaines, le plus souvent connectées. Soulignons l'importance du numérique dans cette mise en relation, Internet jouant un rôle équivalent à celui de la canalisation d'assainissement au temps des hygiénistes.

Cette résilience horizontale ne doit toutefois pas s'entendre comme une opposition ou une résistance à celle plus régaliennne des institutions verticales, État en tête. Ici, ces initiatives ont suppléé aux carences et ont permis de densifier l'engagement pour la résilience collective. Ailleurs, d'autres pays ont manifestement mieux géré la crise en s'appuyant principalement sur une résilience portée par l'État (on pense à la Corée du Sud ou Taïwan). Horizontalité et verticalité gagnent à être articulées pour qu'à la défiance cède le sentiment que chacun concourt à la même œuvre commune.

4. M. Santolini, « Comment le coronavirus a réveillé l'intelligence collective mondiale », *The Conversation*, 4 avril 2020. En ligne : <https://theconversation.com/comment-le-coronavirus-a-reveille-lintelligence-collective-mondiale-135465>

Résilience, confiance et prévoyance

La crise que nous traversons nous permet d'étalonner à nouveau ce que nous savions déjà, tout en apparaissant avec un nouvel éclat, la défiance généralisée. Le constat est dressé depuis longtemps⁵ mais la pandémie permet de mesurer à quel point la défiance est présente à tous les étages. Méfiance des individus envers l'État prenant parfois des atours complotistes. Méfiance de l'État envers les individus toujours suspectés de faire passer leur confort avant le bien commun. Méfiance des collectivités envers les individus, avec des durcissements locaux du confinement, appuyés sur la surenchère et l'activisme échevelé⁶. Méfiance enfin entre les collectivités et l'État chacun semblant en concurrence pour commander les masques du déconfinement.

Pourtant, avec l'annonce du confinement par le Président de la République du 16 mars au soir, et son application le lendemain à 12 heures, nos administrations ou entreprises n'ont disposé que d'une dizaine d'heures pour s'organiser. Il apparaît que les organisations qui se sont montrées les plus agiles pour rebondir, et donc les plus rapidement résilientes, sont celles qui avaient déjà mis en place le télétravail. La mise en place d'un système managérial fondé sur un rapport de confiance entre les acteurs donnait ici un avantage comparatif indéniable.

8 — Pour prolonger cet avantage, nous pourrions localement envisager de relier ces petits canaux solidaires et ainsi renforcer la confiance dans un territoire donné. En effet, les savoir-faire et initiatives mobilisés constituent le capital résilience d'un territoire. Mieux les identifier, les relier et savoir les activer ou les solliciter au bon moment, c'est s'assurer d'une meilleure capacité d'adaptation. Travaillons à ce nouveau contrat de territoire basé sur la confiance et sur la mobilisation des ressources cognitives et matérielles des acteurs, tel un contrat de prévoyance reliant chacun à tous et n'étant mobilisé que si le risque advient, quand bien même celui-ci serait imprévisible. Ce système assurantiel d'un nouveau genre pose évidemment la question des échelles et des tiers de confiance souscripteurs du contrat. Il pose également la question de la contrepartie de l'engagement dans le contrat. Puisque chacun est reconnu, en cas de crise, comme un contributeur

5. Y. Algan et P. Cahu, *La société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit*, Éditions Rue d'Ulm, 2007. En ligne: <http://www.cepremap.fr/depot/opus/OPUS09.pdf>

6. La limitation des horaires pour pratiquer le jogging à Paris en est un parfait exemple. Visant à rendre la pratique « raisonnable » elle a de fait augmenté la densité de coureurs dans l'espace public là où il faudrait, distanciation sociale oblige, les diluer ?

mobilisable pour l'intérêt collectif, quelle participation à ce même bien commun en temps normal ? La confiance ne saurait être de mise qu'en cas de crise et c'est tout un art de faire qu'il faut redéfinir, notamment pour les élus locaux qui verraient ainsi leur « fiche de poste » remaniée⁷.

La pandémie qui touche l'ensemble de la planète ne manquera de susciter de nombreux débats et remises en cause. Outre les questions abordées ci-dessus, d'autres sont soulevées par la crise que nous traversons. Quel récit pour la densité urbaine qui vient encore de perdre des points en termes de soutenabilité ? Quel maillage et localisation des équipements et fonctions de premières nécessités ? Quels services mobiles (ré)inventer quand la mobilité est empêchée ? Quelle relocalisation des activités ? L'urbanisme ne pourra esquiver ces questionnements et devra prendre sa part dans les mises à jour qui doivent advenir. Le risque est grand en effet de repartir comme avant, remplis de soulagement, et de se contenter de saupoudrer un peu de résilience de-ci de-là sans un examen approfondi de ses ressorts territoriaux, aux différentes échelles. ●

Découvrir d'autres titres de la collection [LE VIRUS DE LA RECHERCHE](#).

7. M. Loisel, N. Rio ; « À quoi servent encore les élus locaux après les “gilets jaunes” ? », Fondation Jean Jaurès, janvier 2020. En ligne : <https://jean-jaures.org/nos-productions/a-quoi-servent-encore-les-elus-locaux-apres-les-gilets-jaunes>